

LE PROCÈS DE DROUKDEL ET SON GROUPE S'EST OUVERT HIER À ALGER

La trop longue fin d'Aqmi

Une quarantaine de membres reconnus de la branche toujours active d'Al-Qaïda au Maghreb, parmi lesquels l'«émir» Abdelmalek Droukdel, confondus pour une multitude d'assassinats dans les années 1990 sur les territoires des wilayas d'Alger et de Boumerdès, répondent depuis hier de leurs actes devant le tribunal criminel de la capitale.

Un procès évidemment pas banal, tellement rien que le nom du chef de file de ces tueurs au nom d'Allah évoque une grande partie du drame qu'a vécu le pays, et vit encore quoi qu'on en dise.

Un procès qui survient alors que l'Algérie n'en a pas encore fini avec Aqmi et, surtout, non seulement la branche algérienne d'Al-Qaïda n'a pas encore disparu de notre paysage, il se trouve que Droukdel et les tueurs à sa solde ont de quoi être inspirés par la tournure prise par la question sécuritaire aux portes du pays, balayant d'un trait l'idée, émise il y a des années et réaffirmée de

temps à autre depuis quelque temps, selon laquelle le terrorisme en était à sa phase résiduelle en Algérie.

L'avènement, bien qu'éphémère, d'Abdelmalek Gouri et son Jund-Al-Khilafah, affilié à l'Etat islamique en Irak et au Levant, est venu, ainsi, rappeler que la page ouverte au début des années 1990 n'a pas encore été fermée. Les restructurations au sein des corps des services de sécurité «pour donner un nouveau souffle à la lutte anti-terroriste» n'ont pas eu le don, du moins pour le moment, de mettre fin aux ardeurs assassines des groupes dirigés par Abdelmalek

Droukdel, ou Abou Mossaâb Abdelwadoud, qui tentent grâce à l'internationalisation du terrorisme islamiste de se régénérer de façon encore plus violente qu'ils ont eu à le faire, par exemple à Tiguentourine, pour répondre au discours par trop triomphaliste qui réduisait le terrorisme en Algérie à quelques «poches» maîtrisables.

Beaucoup de sang a coulé, les stigmates sont toujours aussi visibles, malgré de longues années, et les procès se sont multipliés un peu partout, mais la bête immonde est toujours là.

Ce n'est pas au travers d'un procès, devant une barre de tribunal où pas l'ombre d'une des têtes pensantes de ceux qui ont commandité ou commis de crime ne défilera, que l'on criera avoir vaincu le terrorisme.

M. Azedine



Photo : Samir Sid

41 MEMBRES PROCHES DU CHEF TERRORISTE DROUKDEL DEVANT LES JUGES

De lourdes peines attendues

De très lourdes peines par contumace seront sans aucun doute requises par l'accusation à l'encontre de vingt-six personnes actuellement en fuite, dont le chef de l'organisation terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droukdel. Le réquisitoire était attendu tard dans la soirée d'hier dans le procès de 41 membres appartenant à cette organisation terroriste auteurs de plusieurs assassinats dans les années 1990 dans les wilayas d'Alger et de Boumerdès.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Après plusieurs reports, le procès d'une quarantaine de présumés terroristes, dont plusieurs sont en fuite, a eu lieu hier au niveau de la 5^e chambre criminelle près la cour d'Alger.

Le tribunal criminel, présidé par le juge Belkharchi, était appelé à faire la lumière sur «les agissements» des membres de cette organisation terroriste, dont huit ont été déférés hier devant le tribunal criminel près la cour d'Alger. Le procès qui s'est ouvert en fin de matinée hier ne connaîtra son dénouement que ce mardi matin. Les demandes du parquet général étaient attendues selon des avocats en fin de soirée. Ainsi, après lecture du volumineux arrêt de renvoi, le président du tribunal criminel a entamé les travaux du procès par l'audition d'Adoui Walid, accusé de «meurtre contre un policier dans la région de Boumerdès». Une accusation pour laquelle sont poursuivis tous les membres de ce réseau terroriste.

En effet, les victimes des terroristes d'Aqmi appartenaient au corps des services de sécurité et de l'Armée nationale populaire (ANP). Elles ont été tuées dans des embuscades tendues à Alger et à Boumerdès. Parmi les accusés figure Gouri Abdelmalek, ex-chef de la katiba Jound El Khilafah activant dans la région du centre et ses environs et qui avait fait allégeance à l'organisation terroriste «Etat islamique» (Daesh). Ce dernier a été abattu fin décembre dernier par l'Armée nationale populaire suite au rapt

et l'assassinat du ressortissant français Hervé Gourdel.

Adoui Walid, un des accusés dans cette affaire, a été arrêté en

2011 à son domicile à Hussein-Dey. Il s'apprêtait alors, selon l'arrêt de renvoi, à exécuter une opération-suicide à la ceinture d'explosifs. Il avait révélé aux services de sécurité les noms de ses complices dont l'un a été abattu dans une cache de terroristes à Corso.

Parmi les autres accusés en détention à la prison d'El Harrach, on cite Chrik M'hamed et Walid Khaled, qui ont été arrêtés lors d'une embuscade à Bachdjarrach à Alger. Ils étaient en possession

d'armes et de bombes artisanales.

Walid Khaled se préparait alors à exécuter une opération-kamikaze. Ces terroristes appartenaient à la Katiba El Feth, affiliée au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), dirigée par Droukdel Abdelmalek, et qui activait sur les hauteurs de Bouzegza, dans la commune de Keddara, dans la wilaya de Boumerdès, avant son allégeance à Aqmi. Selon l'arrêt de renvoi, les

mis en cause dans cette affaire doivent répondre des chefs d'inculpation «d'homicides volontaires avec préméditation et guet-apens, adhésion à un groupe terroriste armé dans le but de semer l'effroi au sein de la population et créer un climat d'insécurité».

Ils sont également poursuivis pour «atteinte à la sécurité des citoyens, apologie des actes terroristes et financement d'un groupe terroriste armé».

A. B.

IL CONFIRME LE REPORT DE LA CONFÉRENCE PORTANT CONSENSUS NATIONAL

Mohamed Nebbou : «Traiter de la légitimité des institutions n'a pas de sens actuellement»

Tout en confirmant le report de sa conférence portant reconstruction du consensus national initialement prévue pour les 23 et 24 février prochains, le FFS ne s'avoue pas pour autant «perdant».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Comme l'a signifié la semaine dernière un membre de l'instance présidentielle, le Premier secrétaire national du FFS a confirmé le report de sa conférence portant reconstruction du consensus national. «Nous avons estimé que la conférence doit être reportée à une date ultérieure», a en effet affirmé, hier lundi, Mohamed Nebbou au forum du quotidien *Liberté* dont il était l'invité.

Un report dont il tentera vainement de voiler les véritables raisons, puisqu'après avoir pris acte des «réserves» de plus d'un parti, notamment du cercle présidentiel qui n'ont pas été par trente-six chemins pour conditionner leur participation, dira recevoir quotidiennement de «nombreuses demandes» pour prendre part à cette conférence.

Mais, pourquoi alors cette décision de report d'autant plus que Nebbou persistera à affirmer «qu'aucun refus de prendre part à ce conclave ne leur a été «officiellement signifié» ? A croire que le refus publiquement signifié par la CNLTD et le Pôle des forces du



Photo : DR

Nebbou refuse de croire à l'échec de son projet.

changement qui regroupent des pans non négligeables, pour ne pas dire l'essentiel de l'opposition, n'en était pas un aux yeux du premier secrétaire national du FFS.

Et pas que cela puisque Nebbou fera de même pour les préalables des partis du pouvoir qu'il ne considérera pas comme tels. Mais il se laissera trahir, acculé qu'il était à se définir clairement, en avouant que ce projet de

conférence autour de la reconstruction du consensus national se projetait «au-delà des mandats institutionnels actuels». Autrement dit, c'est là un oui qui dit clairement son nom au préalable du FLN, du RND, du MPA et autres TAJ et ANR qui conditionnaient leur participation par leur souci de «ne pas traiter de la légitimité des institutions élues, surtout la présidence de la République».

Et Nebbou ne laissera aucun doute quant à cette acceptation quand, encore fois, il se laissera dire : «Discuter de la légitimité des institutions actuellement n'a aucun sens». Ou encore quand il ajoutera : «Nous sommes un parti légaliste et respectueux des lois», en référence à la condition de «principe» de Amara Benyounès quant à «la non-participation des exclus de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale», allusion aux dirigeants de l'ex-FIS.

Refusant de croire en l'échec du projet, le premier secrétaire national du FFS réitérera la détermination du vieux front à aller au bout, estimant que cette conférence «ne constitue pas une fin en soi». «Il ne faut pas croire que cette conférence règlera les problèmes du pays. Elle ne constitue que le «début d'un long processus» requérant, selon lui, davantage de «patience» car il s'agira de «trouver des solutions collectivement».

M. K.